

Comité Français pour l'UNICEF

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

3, Rue Duguay-Trouin

75282 PARIS Cedex 06

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Comité Français pour l'UNICEF

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

3, Rue Duguay-Trouin

75282 PARIS Cedex 06

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association Comité Français pour l'UNICEF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité Français pour l'UNICEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 9 juin 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Jean-Claude MARTY

BILAN ACTIF 2022 AU 31/12/2022

| ACTIF | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|--|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 3 377 483 | 2 525 101 | 852 382 | 432 861 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 1 524 490 | | 1 524 490 | 1 524 490 |
| Constructions | 5 202 356 | 3 385 641 | 1 816 715 | 1 936 183 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 3 906 661 | 2 448 412 | 1 458 249 | 1 621 284 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| <i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i> | 8 360 969 | 45 250 | 8 315 719 | 11 705 732 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et Créances rattachées | 308 310 | | 308 310 | 308 310 |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres | 23 146 | | 23 146 | 22 579 |
| Total I | 22 703 414 | 8 404 404 | 14 299 010 | 17 551 438 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | 911 230 | | 911 230 | 715 213 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 901 275 | | 901 275 | 1 082 141 |
| <i>Créances reçues par legs ou donations</i> | 6 964 197 | | 6 964 197 | 8 497 490 |
| Autres | 1 332 646 | | 1 332 646 | 1 719 957 |
| Valeurs mobilières de placement | 31 947 292 | | 31 947 292 | 21 787 569 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 15 130 413 | | 15 130 413 | 18 843 206 |
| Charges constatées d'avance | 187 449 | | 187 449 | 202 353 |
| Total II | 57 374 502 | | 57 374 502 | 52 847 929 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecarts de conversion Actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 80 077 916 | 8 404 404 | 71 673 512 | 70 399 367 |

BILAN PASSIF 2022 AU 31/12/2022

| PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS | | |
| Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise | | |
| dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions | | |
| Fonds propres statutaires | 1 239 027 | 1 239 027 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Autres fonds associatifs (partie 1/2) | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 5 894 825 | 5 894 710 |
| Réserves pour projet de l'entité | 11 153 | 11 153 |
| Autres | 3 004 966 | 3 356 839 |
| Report à nouveau | | -352 908 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 1 997 890 | 1 150 |
| Situation nette (sous total) | 12 147 860 | 10 149 970 |
| Fonds propres consommables | | |
| Autres fonds associatifs (partie 2/2) | | |
| Total I | 12 147 860 | 10 149 970 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | 11 182 513 | 16 701 634 |
| Fonds dédiés | | |
| Total II | 11 182 513 | 16 701 634 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 342 000 | 494 000 |
| Provisions pour charges | 1 159 026 | 838 826 |
| Total III | 1 501 026 | 1 332 826 |
| Fonds dédiés | | |
| - sur subventions de fonctionnement | | |
| - sur autres ressources | | |
| Total III bis | | |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 0 | 809 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 4 102 936 | 3 542 121 |
| Dettes UNICEF International | 35 934 383 | 29 684 187 |
| Dettes des legs ou donations | 4 096 542 | 3 502 120 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 724 635 | 1 755 198 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 9 | |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 983 608 | 3 730 502 |
| Total IV | 46 842 114 | 42 214 937 |
| Ecarts de conversion Passif (V) | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V) | 71 673 512 | 70 399 367 |

COMPTE DE RESULTAT 2022

| COMPTE DE RESULTAT | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|--------------------|--------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 118 230 | 112 350 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 1 570 321 | 1 816 007 |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | | |
| dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 636 288 | 292 089 |
| Subventions | | |
| Produits liés à des financements réglementaires | | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 76 022 028 | 65 562 800 |
| Mécénats | 25 083 536 | 17 349 419 |
| Legs, donations et assurances-vie | 19 696 178 | 15 060 398 |
| Contributions financières | 4 639 563 | 4 286 485 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 1 298 464 | 404 637 |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 656 886 | 698 198 |
| Total I | 129 721 494 | 105 582 382 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 755 902 | 777 674 |
| Variation de stock | -196 017 | -77 632 |
| Autres achats et charges externes | 19 079 700 | 18 090 470 |
| Aides financières | 94 358 753 | 74 841 573 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 952 187 | 881 280 |
| Salaires et traitements | 6 732 178 | 6 199 556 |
| Charges sociales | 3 090 484 | 3 013 490 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 763 087 | 737 804 |
| Dotations aux provisions | 1 466 965 | 529 772 |
| Report en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 975 452 | 683 869 |
| Total II | 127 978 690 | 105 677 857 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 1 742 804 | -95 475 |

| COMPTE DE RESULTAT | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|--------------------|--------------------|
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 159 723 | 60 361 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | 0 | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 5 985 | 9 301 |
| Total III | 165 708 | 69 663 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total IV | | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 165 708 | 69 663 |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | 1 908 512 | -25 812 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 94 838 | 34 843 |
| Sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Total V | 94 838 | 34 843 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 5 460 | 5 265 |
| Sur opérations en capital | 0 | 2 616 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Total VI | 5 460 | 7 880 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 89 378 | 26 962 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| Total des produits (I + III + V) | 129 982 040 | 105 686 888 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 127 984 150 | 105 685 737 |
| SOLDE INTERMEDIAIRE | | |
| + Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | | |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 1 997 890 | 1 150 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | 0 | 2 700 |
| Prestations en nature | 2 712 538 | 1 906 279 |
| Bénévolat | 1 675 726 | 1 869 461 |
| TOTAL | 4 388 264 | 3 778 440 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | 0 | 2 700 |
| Mises à disposition gratuite de biens | 51 122 | 176 750 |
| Prestations en nature | 2 661 416 | 1 729 529 |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | |
| Personnel bénévole | 1 675 726 | 1 869 461 |
| TOTAL | 4 388 264 | 3 778 440 |

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

| | |
|--|--------------|
| ACTIF | page 2 |
| PASSIF | page 3 |
| RESULTAT | page 4 |
| OBJET SOCIAL | page 6 |
| FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE | page 7 |
| PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES | page 8 |
| IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS | page 9 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | page 10 |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION ET AUTRES CHARGES | page 11 |
| TABLEAU DES PROVISIONS | page 12 |
| TABLEAU DES CREANCES ET DETTES | page 13 |
| TABLEAU DES VARIATIONS DES FONDS PROPRES | page 14 |
| FONDS DEDIES | page 15 |
| EFFECTIF MOYEN | page 16 |
| HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES | page 17 |
| PRODUITS A RECEVOIR | page 18 |
| CHARGES A PAYER | page 19 |
| CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | page 20 |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | page 21 |
| LEGS | page 22 |
| SUBVENTIONS | page 23 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EFFECTUEES A TITRE GRATUIT | page 24 |
| COMPTE DE RESULTAT SECTEUR FISCAL | page 25 |
| COMPTE EMPLOIS-RESSOURCES (CER) | page 26 |
| COMPTE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION | page 27 |
| RAPPROCHEMENT CR - CROD | page 28 |
| ANNEXES AU COMPTE EMPLOIS-RESSOURCES | page 29 - 33 |

I. OBJET SOCIAL

A - Les valeurs de l'association

L'UNICEF est une agence des Nations Unies chargée, dans le monde entier, de défendre et de promouvoir les droits des enfants, de préserver leur vie, de répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement. Priorité est donnée aux enfants les plus vulnérables, notamment victimes de la pauvreté extrême, de la guerre, de catastrophes naturelles et de toute forme de violence ou d'exploitation dans les pays les plus démunis. Elle intervient également en cas d'urgence en coordination avec les organismes des Nations Unies, les principales organisations humanitaires, et les gouvernements nationaux. Pour appuyer son action au service des enfants, l'UNICEF accrédite des comités nationaux dans les pays développés par la conclusion d'accords de coopération qui régissent les relations entre l'UNICEF et ces comités. Le Comité français pour le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), dit « UNICEF France » est l'un de ces comités et à ce titre bénéficie d'une accréditation exclusive.

Sa mission est de sensibiliser le public, les pouvoirs publics, les médias, les leaders d'opinion et les acteurs économiques français à la situation des enfants, de contribuer à l'éducation et à l'engagement des jeunes à la solidarité, de collecter des ressources pour contribuer aux actions de l'UNICEF dans le monde, et de veiller au respect de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant et de ses protocoles en France et dans le monde.

B - L'objet social

Elle a pour objet :

1. d'assurer en France la représentation de l'UNICEF, organisation intergouvernementale dont le siège est à New-York, auprès des pouvoirs publics, des milieux politiques, économiques, syndicaux, professionnels et culturels, des organisations non gouvernementales, des associations et fondations, des collectivités locales, des médias et, d'une manière générale, de l'opinion publique.
 2. de promouvoir toutes actions de coopération et d'entraide en faveur de l'enfance organisées par l'UNICEF et de veiller au travers de son plaidoyer à l'application de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant et de ses protocoles et des autres conventions internationales.
 3. de contribuer, par la collecte de fonds, à l'accroissement des ressources de l'UNICEF en vue de renforcer son intervention permanente ou d'urgence dans le monde.
 4. d'entreprendre toutes actions d'information et d'éducation visant le développement et la protection de l'enfant dans le cadre de l'application de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant et de ses protocoles.
 5. de contribuer, par des propositions et actions appropriées, à la formulation de politiques publiques nationales et locales en faveur de l'enfance.
- L'association a le pouvoir d'ester en justice en demande et en défense et en particulier a le droit de se porter partie civile chaque fois qu'elle le jugera utile.

II. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

A - FAITS MAJEURS

Plan conjoint avec l'UNICEF International pour la période 2022 - 2025

L'année 2022 est la première année du Plan Conjoint Pluriannuel 2022-2025. Celui-ci définit les objectifs 2022/2025 d'UNICEF France en matière de plaidoyer, communication et collecte de fonds et le taux de contribution à l'UNICEF International qui s'élève à 78,18% au titre de 2022.

L'année 2022 a été consacrée à la mise en oeuvre du JSP (Joint Strategic Plan) 2022-2025.

Renouvellement de l'agrément triennal du Don en Confiance

Le renouvellement triennal du Don en Confiance a été validé fin 2021. L'agrément est ainsi valable jusqu'en 2024.

Contribution aux Urgences 2022 :

La collecte reçue, affectée sur les crises d'urgence a été en 2022 de 28 212 K€. Ceci représente un record historique pour UNICEF France.

L'année 2022 a été marquée par la Guerre en Ukraine suscitant une mobilisation exceptionnelle des donateurs particuliers comme entreprises avec 23 897 K€ collectés.

Cet exercice a vu également la "fin" de la campagne de vaccination COVID avec une collecte de 3,4 M€

La collecte sur le fonds destiné à "toutes les urgences" atteint 380K€. Celle-ci a permis de financer des actions en Syrie, Madagascar, Soudan du Sud, Burkina Faso, Yémen et Afghanistan notamment.

L'année a également été marquée par l'urgence au Pakistan avec une forte mobilisation des donateurs de l'UNICEF France pour plus de 567 K€ collectés.

Conformément à ses engagements, l'UNICEF France a également décidé de ne garder qu'un taux de rétention de 10% et donc de fixer un taux de contribution unique de 90% sur l'ensemble des urgences.

Faits marquants en terme de collecte

Le premier semestre 2022 a été fortement marquée par le début du conflit en Ukraine. Celui-ci a engendré une mobilisation inédite du secteur privé notamment. Cette mobilisation a permis à l'UNICEF de nouer contacts avec de nombreux nouveaux partenaires. Celle-ci a vu un "glissement" de la destination d'une partie des fonds depuis des projets de développement à moyen terme vers les programmes d'urgence (-1M€).

Les particuliers ainsi que les grands donateurs ont également soutenu massivement la réponse de l'UNICEF en Ukraine et dans les pays frontaliers.

Malgré l'accélération des remises de fonds à UNICEF International liée aux collectes d'urgence, la croissance de la collecte a engendré une augmentation de la trésorerie (+6M€) et de la dette à UNICEF international (+6M€). Celle-ci sera épurée en fin Juin 2023 comme requis par l'accord d'accréditation.

Dès le second semestre, l'enjeu des ressources non affectées est passée au premier plan. En effet, ces ressources sont essentielles pour le financement des crises moins médiatisées pour lesquelles les besoins restent béants.

A ce titre, il est important de noter la progression de la collecte issue des prélèvements automatiques (dons réguliers) de 4%.

L'activité des libéralités a connu une très bonne année en terme de résultat (18,8M€ après déduction des 0,9M€ de charges liées à la gestion des libéralités) sans pour autant qu'un don exceptionnel en soit la cause.

Malgré le rebond de l'activité des bénévoles qui contribue à la forte augmentation des Contributions Volontaires en Nature, l'activité de ventes de cartes et produits Unicef peine à retrouver un nouveau souffle après les années marquées par la pandémie.

Unicef France a effectué en 2022 des opérations de collecte de cryptomonnaies et notamment des ventes de NFT via différents artistes et avec le concours du Bureau d'innovation pour un total valorisé à hauteur de 2,6M€.

B - CHANGEMENT DE METHODE ET DE PRESENTATION

Néant

C - PROJETS ASSOCIATIFS

Après l'approbation de la résolution concernant l'affectation des charges aux projets associatifs par l'Assemblée Générale 2021, les projets associatifs sont entièrement repris et présentent un solde à zéro depuis fin 2021.

III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont établis et présentés conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement n°2016-07 du 4 novembre 2016, ainsi que le règlement 2018-06.

Les principes généraux et hypothèses suivantes ont été retenus :

- l'image fidèle, la comparabilité et la continuité de l'activité
- la régularité et la sincérité
- la permanence des méthodes

Le compte emploi ressources (CER) et le compte de résultat par origine et destination (CROD) sont établis conformément au Règlement 2018-06 du 5 décembre 2018

2/ PRINCIPALES METHODES UTILISEES

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

ACTIF IMMOBILISE

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément aux règles comptables.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire.

Les durées de vie généralement retenues sont les suivantes :

| | |
|---|-------------|
| - constructions structure et ouvrages assimilés | 15 à 20 ans |
| - installations techniques | 10 ans |
| - matériel informatique et de bureau | 2 à 10 ans |
| - agencement et installations | 10 ans |
| - logiciels | 3 ans |

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût historique

STOCKS

Ils sont évalués au Coût d'Achat HT et ils sont dépréciés lorsqu'ils sont périmés et/ou à détruire.

Les cartes et cadeaux, propriété de l'Unicef France sont comptabilisés dans les stocks.

CREANCES ET COMPTES RATTACHES

Fait générateur de la créance :

- pour les subventions, les mécénats, partenariats & évènements : date de paiement prévue contractuellement
- pour les créances clients : livraison du bien
- pour les ventes dépositaires : la vente est réputée avoir lieu dès l'échange du bien avec le consommateur final.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

CONVENTIONS PLURIANNUELLES

La méthode retenue pour le traitement des conventions pluriannuelles, notamment sur les conventions de partenariat est la méthode du prorata temporis.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les fonds collectés sont placés sur des supports monétaires à court terme, pour le maximum de sécurité et une quote-part des produits financiers ainsi dégagée est reversée au financement des programmes de terrain.

RECETTES DE CARTES ET PRODUITS

Depuis 2015, le chiffre d'affaire hors taxe global des ventes de cartes et produits est comptabilisé dans le compte de résultat en "vente de marchandises". L'achat et la situation du stock propriété d'UNICEF France sont présentés au compte de résultat en "achat de marchandises et variation de stock".

RESERVES POUR PROJETS ASSOCIATIFS

Conditions de constitution et d'utilisation :

- Conformité à l'objet de l'association
- Dépenses clairement identifiées
- Dépenses importantes et non assimilables à des charges courantes
- La dotation d'un projet associatif et l'imputation des dépenses engagées sur ces mêmes projets doivent faire l'objet d'un vote par l'Assemblée Générale
- Les sommes non utilisées doivent être réaffectées en réserve générale (décision de l'AG)

CONTRIBUTION A L'UNICEF INTERNATIONAL

Conformément aux accords d'accréditation signés avec l'UNICEF International, l'UNICEF France reverse une quote-part de ses ressources à l'UNICEF International (contribution à l'UNICEF International).

Le taux net constaté de contribution pour 2022 est de 78,18% . Il était de 76,45% en 2021.

Il s'applique sur tous les produits sauf ceux collectés spécifiquement pour UNICEF France.

Pour les opérations d'urgences, un taux différencié à 90% est utilisé.

Les recettes provenant des dons & évènements, manifestations, licences sont comptabilisés pour leur totalité au compte de résultat, dans la rubrique "ressources liées à la GP, dons manuels".

Les recettes des legs sont comptabilisées en net suivant la réforme ANC 2018-06 dans la rubrique "legs donations et assurances vie"

Depuis 2015, les recettes issues des ventes de cartes et produits sont comptabilisées au compte de résultat en

"vente de marchandises". La contribution issue de la vente de cartes et produits est calculée sur le chiffre d'affaire après déduction

des coûts d'achats et de logistique inhérents à l'activité.

La quote-part de l'ensemble de ces recettes reversée à l'UNICEF International est comptabilisée au compte de résultat, dans la rubrique "Aides financières".

Les produits financiers sont comptabilisés pour leur totalité au compte de résultat, dans la rubrique "Produits financiers" et la

quote-part de ces recettes reversée à l'UNICEF International est comptabilisée en "Autres charges".

LIBERALITES

Legs :

Avec l'application de la réforme ANC 2018-06 au 01/01/2020, la comptabilisation des libéralités s'effectue désormais au fil des encaissements par le compte de résultat directement.

Les paiements reçus et encaissés impactent les produits du compte de résultat. Il en va de même pour les charges afférentes aux dossiers acceptés décaissés au fil de l'exercice.

L'ensemble des engagements est désormais reporté sur le bilan dès acceptation de chaque dossier par le Conseil d'Administration d'Unicef. Le détail du poste est indiqué dans le tableau annexe « Détail des legs et donations »

Contrats d'assurance-vie :

Les contrats d'assurance-vie dont nous avons la connaissance lors de l'ouverture des successions sont comptabilisés dès réception des fonds si l'attribution des fonds ne dépend pas du règlement de la succession.

INDEMNITES DEPART EN RETRAITE A L'INITIATIVE DE L'EMPLOYEUR

Le montant des indemnités à verser est calculé selon les modalités prévues dans l'accord d'entreprise relatif au statut du salarié, revues en 2018.

Ces indemnités sont comptabilisées en provisions pour charges. La méthode de calcul repose sur la méthode actuarielle, celle-ci prend en compte l'ancienneté du personnel,

la probabilité de présence dans l'association à la date du départ à la retraite, le taux de rotation du personnel et du taux d'évolution des salaires.

Depuis 2019, l'hypothèse de calcul est basée sur un départ à la retraite à 67 ans, à l'initiative de l'employeur. Il était de 65 ans entre 2010 et 2018.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions enregistrées en conformité avec le règlement ANC 2014.03 sont destinées à couvrir les risques et les charges que

des évènements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance

sont incertaines.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La valorisation du temps des bénévoles est effectuée de la manière suivante :

- Temps passé dans les stands & boutiques valorisé au SMIC chargé
- Temps passé au plaidoyer valorisé au coût salarial moyen du collège cadres.

La valorisation des locaux gratuits et des autres prestations de service gratuites est effectuée au prix de revient de la prestation déclarée par les partenaires.

IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS

| | VALEURS BRUTES | | | | | | AMORTISSEMENTS ou DEPRECIATIONS | | | | VALEURS NETTES COMPTABLES |
|---|----------------------|---------------------|--|---------------------|------------------------------------|----------------------|---------------------------------|-------------------|-----------------|---------------------|---------------------------|
| | Au 01/01/2022 | ACQUISITIONS | ACQUISITIONS virement de poste à poste | CESSIONS | CESSIONS virement de poste à poste | Au 31/12/2022 | Au 01/01/2022 | DOTATIONS | REPRISES | Au 31/12/2022 | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | | | | | | |
| LOGICIELS | 2 601 217,00 | 776 266,17 | | | | 3 377 483,17 | 2 168 355,74 | 356 745,41 | | 2 525 101,15 | 852 382,02 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | | | | | | - | | | | | - |
| TOTAL | 2 601 217,00 | 776 266,17 | 0 | - | - | 3 377 483,17 | 2 168 355,74 | 356 745,41 | - | 2 525 101,15 | 852 382,02 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | | | | | | |
| TERRAINS | 1 524 490,17 | | | | | 1 524 490,17 | | | | | 1 524 490,17 |
| BATIMENTS structure et ouvrages assimilés | 4 473 123,28 | | | | | 4 473 123,28 | 2 607 125,06 | 111 828,08 | | 2 718 953,14 | 1 754 170,14 |
| BATIMENTS clos et couvert | 729 232,47 | | | | | 729 232,47 | 659 048,03 | 7 639,98 | | 666 688,01 | 62 544,46 |
| INSTALLATIONS TECHNIQUES | 91 913,19 | | | | | 91 913,19 | 91 913,20 | | | 91 913,20 | 0,01 |
| AGENCT - AMENAGT - INST. | 2 620 469,19 | 70 026,87 | | | | 2 690 496,06 | 1 115 495,70 | 224 555,58 | | 1 340 051,28 | 1 350 444,78 |
| MOBILIER MATERIEL BUREAUX /INFORMATIQUE | 1 058 745,29 | 53 800,53 | | | 870,12 | 1 111 675,70 | 951 248,15 | 58 413,60 | 870,12 | 1 008 791,63 | 102 884,07 |
| MATERIEL TRANSPORT | 11 678,61 | | | | | 11 678,61 | 2 865,60 | 3 892,90 | | 6 758,50 | 4 920,11 |
| MATERIEL OUTILLAGE | 897,00 | | | | | 897,00 | 897,00 | | | 897,00 | - |
| TOTAL | 10 510 549,20 | 123 827,40 | 0 | - | - | 10 633 506,48 | 5 428 592,74 | 406 330,14 | 870,12 | 5 834 052,76 | 4 799 453,72 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES BIEN VIVANTS | | | | | | | | | | | |
| BIENS IMMOBILIERS LEGS CEDES | 11 534 182,23 | 5 837 914,98 | | 9 152 461,40 | | 8 219 635,81 | 24 000,00 | 10 000,24 | 5 000,24 | 29 000,00 | 8 190 635,81 |
| BIENS MOBILIERS LEGS CEDES | 195 549,78 | 96 720,71 | | 150 937,80 | | 141 332,69 | - | | | | 141 332,69 |
| TOTAL | 11 729 732,01 | 5 934 635,69 | 0 | 9 303 399,20 | - | 8 360 968,50 | 24 000,00 | 10 000,24 | 5 000,24 | 29 000,00 | 8 331 968,50 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | | | | | | |
| DOTATIONS MOBILIERES | - | | | | | | | | | | - |
| PARTS SOCIALES | 308 309,50 | | | | | 308 309,50 | | | | | 308 309,50 |
| DEPOTS CAUTIONNEMENT | 22 578,82 | 567,09 | | | | 23 145,91 | | | | | 23 145,91 |
| PRÊT | - | | | | | - | | | | | - |
| TOTAL | 330 888,32 | 567,09 | 0 | - | - | 331 455,41 | - | - | - | - | 331 455,41 |
| TOTAL GENERAL | 25 172 386,53 | 6 835 296,35 | 0 | 9 303 399,20 | - | 22 703 413,56 | 7 620 948,48 | 773 075,79 | 5 870,36 | 8 388 153,91 | 14 315 259,65 |
| | 25 172 386,53 | | | | | 22 703 413,56 | 7 620 948,48 | | | 8 388 153,91 | 14 315 259,65 |

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

| | Valeur comptable au 31/12/2022 | Evaluation au 31/12/2022 | Plus value latente | Moins value latente |
|--|--------------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|
| SICAV & Fonds communs de placement | 0 | 0 | 0 | - |
| Comptes sur livret & Compte à terme | 31 895 542 | 31 895 542 | 0 | |
| Intérêts courus | 51 750 | 51 750 | 0 | |
| TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 31 947 292 | 31 947 292 | 0 | 0 |

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

| | EXERCICE 2022 | EXERCICE 2021 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| | PRODUITS | PRODUITS |
| Produits liés aux Legs et Donations | 45 782 | 31 220 |
| Formation VAE | 49 250 | 41 |
| Royalties | 561 836 | 666 789 |
| Produits de gestion | 17 | 148 |
| Total Autres Produits | 656 886 | 698 198 |
| | CHARGES | CHARGES |
| Charges sur legs | 975 009 | 485 848 |
| Redevance | 358 | 157 877 |
| Droits d'utilisation | 80 | 40 144 |
| Charges divers de gestion | 4 | |
| Total Autres Charges | 975 452 | 683 869 |

TABLEAU DES PROVISIONS

| PROVISIONS | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Début exercice | Dotations | Reprises | Fin exercice |
| Provisions pour risques et charges | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| Charges sur legs | 148 379 | 610 314 | 128 379 | 630 314 |
| Divers | 14 362 | | 659 | 13 703 |
| Provision pour indemnités retraite | 676 084 | 515 009 | 676 084 | 515 009 |
| Sous total | 838 826 | 1 125 323 | 805 123 | 1 159 026 |
| Provisions pour risques | 494 000 | 366 000 | 518 000 | 342 000 |
| Dépréciations des stocks | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépréciation des créances clients et autres créances | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL GENERAL | 1 332 826 | 1 491 323 | 1 323 123 | 1 501 026 |

TABLEAU DES CREANCES ET DETTES

| ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES | | | |
|--|-------------------|-------------------|---------------|
| CREANCES | Montant | Echéances | |
| | Brut | Jusqu'à 1 an | à plus d'1 an |
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Prêts | 0 | | |
| Dépôts et cautionnements | 23 146 | | 23 146 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances clients | 901 275 | 901 275 | |
| Créances Legs | 6 964 197 | 6 964 197 | |
| Autres créances | 1 332 646 | 1 332 646 | |
| Charges constatées d'avance | 187 449 | 187 449 | |
| TOTAL | 9 408 713 | 9 385 567 | 23 146 |
| DETTES | | | |
| Dettes financières : | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 0 | 0 | |
| UNICEF International | 35 934 383 | 35 934 383 | |
| Autres dettes | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 0 | 0 | |
| Dettes fournisseurs | 4 102 936 | 4 102 936 | |
| Dettes sociales et fiscales | 1 724 635 | 1 724 635 | |
| Dettes legs | 4 096 542 | 4 096 542 | |
| Autres dettes | 9 | 9 | |
| Produits constatés d'avance | 983 608 | 983 608 | |
| TOTAL | 46 842 114 | 46 842 114 | 0 |

Tableau Variation des Fonds Propres

Art 431-5

| | A l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | | Augmentation | | Diminution | | A la clôture de l'exercice |
|--|-----------------------------|-------------------------|---------------------------|------------------|---------------------------|------------|---------------------------|----------------------------|
| | montant | montant | Dont Générosité du Public | Montant | Dont Générosité du Public | Montant | Dont Générosité du Public | Montant |
| Fonds propres sans droit de reprise | 1 229 229 | | - | | | | | 1 229 229 |
| Fonds propres avec droit de reprise | 9 798 | | - | | | | | 9 798 |
| Ecarts de réévaluation | | | | | | | | - |
| Réserves | 9 262 701 | 1 150 | 84 969 | - 352 908 | | | | 8 910 943 |
| Report à nouveau | - 352 908 | | - | 352 908 | | | - | 0 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 1 150 | - 1 150 | 172 526 | 1 997 890 | 2 093 902 | | | 1 997 890 |
| | | | - | | | | | - |
| Dotations consommables | | | - | | | | | - |
| Subventions d'investissement | - | | | | | | | - |
| Provisions réglementées | | | | | | | | - |
| TOTAL | 10 149 970 | - | 257 495 | 1 997 890 | 2 093 902 | - | - | 12 147 859 |

Conformément à la résolution votée lors de l'Assemblée Générale de Juin 2022, le Report A Nouveau de 352 908 € a été remmonté en réserve. Il était la conséquence de l'application de la réforme ANC 2018-06 au 01/01/2020 (retraitement du solde du compte 475010).

Tableau Variation des Fonds Dédiés issus de la G.P.

Art 431-6

| | A l'ouverture de l'exercice | Utilisation | | Transferts | A la cloture de l'exercice | |
|---|-----------------------------|----------------|---------------------|------------|----------------------------|---|
| | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subvention d'exploitation | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | |
| Ressources liées à la GP | | | | | | |
| TOTAL | - | - | - | - | - | - |

EFFECTIF 2022

Nombre Moyen de CDI, en ETP, sur l'année 2022 : 107,2

| | Personnel salarié et intérimaire* | Personnel mis à disposition de l'association |
|--------------------|--------------------------------------|---|
| CADRES | 80 | - |
| AGENTS DE MAÎTRISE | 25 | - |
| EMPLOYES | 2 | - |
| TOTAL ** | 107 | - |

** Répartition des effectifs CDI, en ETP, au 31/12/22 - calculés sur les équivalents temps-plein arrondis à l'unité

* Hors CDD, contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrats initiative emploi (CIE) et personnes en alternance

Moyenne CAE + CIE + personnes en alternance : 3 alternants en CDD

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous vous informons que :

- pour les trois plus hauts dirigeants - Président, le Trésorier et le Secrétaire Général - pas de salaires versés, pas d'avantages en nature.
- pour les 3 plus hauts cadres salariés : 324 K€ au total et pas d'avantages en nature (et 504,7 K€ pour les 5 plus hauts cadres salariés)

Les administrateurs ne perçoivent pas de rémunération, à l'exception des 2 administrateurs salariés, représentants du personnel au Conseil d'Administration.

Les dépenses prises en charge en 2022 pour les 23 administrateurs s'élèvent à 16 056 euros.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

| | |
|---|---------------|
| Honoraires TTC facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 51 000 |
| Honoraires TTC facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal | - |
| Honoraires totaux | 51 000 |

PRODUITS A RECEVOIR

| Montant des produits à recevoir inclus dans l'actif du bilan en autres créances | Montant |
|--|----------------|
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | |
| Autres créances | |
| Dons, mécénats, partenariats, évènements | 677 016 |
| Remboursements à recevoir | 2 100 |
| Intérêts courus | 51 750 |
| Avoirs à obtenir, avances Genève et divers | 120 922 |
| Avance aux notaires | 10 156 |
| TOTAL | 861 943 |

CHARGES A PAYER

| Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|---|------------------|
| Autres emprunts obligataires | 0 |
| UNICEF International | 0 |
| Emprunts et dettes financières divers | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 994 995 |
| Dettes fiscales et sociales | 970 537 |
| Autres dettes | 0 |
| Créditeurs divers | 0 |
| TOTAL | 1 965 532 |

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

| | Charges constatées d'avance | Produits constatés d'avance |
|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Charges / Produits d'exploitation | 187 449 | 983 608 |
| Charges / Produits financiers | 0 | 0 |
| Charges / Produits exceptionnels | 0 | 0 |
| TOTAL | 187 449 | 983 608 |

ENGAGEMENTS HORS BILAN au 31/12/2022

Néant.

ANNEXE: DETAIL DES LEGS ET DONATIONS 2022

| PRODUIT | MONTANTS |
|--|-------------------|
| * Le montant perçu au titre d'assurances vie | 5 563 255 |
| * Le montant des Legs | 7 905 172 |
| * Le montant Donations | 28 020 |
| * Le prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 8 434 815 |
| * La reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 5 659 |
| * L'utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations | 10 970 139 |
| Total PRODUITS LEGS | 32 907 060 |
| CHARGES | MONTANTS |
| * La valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 7 749 961 |
| * La dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 31 250 |
| * Le report en fonds reportés liés aux legs ou donations | 5 429 671 |
| TOTAL CHARGES LEGS | 13 210 882 |
| SOLDE DE LA RUBRIQUE | 19 696 178 |

DETAIL DES SUBVENTIONS 2022

| | |
|---|----------------|
| Subventions allouées à l'Unicef France | 122 945 |
| Remboursement reliquat subvention FDVA 2018 | -3 080 |
| Subventions OPCA alternants 2022 | 2 667 |
| Subventions des mairies fonctionnement comités | 96 048 |
| Subventions des Conseils Généraux au fonctionnement comités | 11 350 |
| Subventions des Régions au fonctionnement comités | 15 960 |
| Subventions services civiques | 71 480 |
| Formations | 11 487 |
| Indemnités | 59 993 |
| Subventions à destination des programmes terrain | 441 863 |
| Subventions des mairies aux programmes terrain | 441 863 |
| TOTAL 2022 | 636 287 |

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EFFECTUEES A TITRE GRATUIT 2022

La valorisation de ces contributions volontaires effectuées à titre gratuit se révèle très complexe compte tenu :

- * du nombre important de bénévoles
- * du nombre important de délégations réparties dans toute la France
- * de la difficulté de répertorier dans chaque délégation les contributions gratuites en biens et services

En application de la réforme ANC2018-06, l'ensemble des contributions volontaires en nature est enregistré depuis le 01/01/2020 dans la classe 8 du plan comptable général de l'UNICEF France, par nature :

Prestations gratuites:

*** Contributions en services :**

| | |
|--------------------------------|-------------|
| Locaux gracieux | 51 122 € |
| Mécénats de compétences | 1 105 449 € |
| Espaces publicitaires gracieux | 1 555 967 € |
| Dons œuvres | 0 € |

*** Services Civiques :**

| | |
|-----------------|-----------|
| 600 mois jeunes | 420 000 € |
|-----------------|-----------|

Cette contribution est financée par le Gouvernement.

*** Bénévolat:**

| | |
|-----------------------|-------------|
| 62 991 heures en 2022 | 1 255 727 € |
|-----------------------|-------------|

La valorisation du temps des bénévoles est effectuée de la manière suivante :

- Temps passé dans les stands & boutiques valorisé au SMIC chargé
- Temps passé au plaidoyer valorisé au coût salarial moyen du collège cadres permanents chargé (hors CODIR).

L'ensemble de ces contributions volontaires représente un montant total de 4 388 265€

COMPTE DE RESULTAT SECTEUR FISCAL DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

| | | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--------------------------------|--|------------------|------------------|
| Produits d'exploitation | | | |
| | Ventes de marchandises | 1 570 321 | 1 816 007 |
| | Ventes en licence | 561 836 | 666 789 |
| | Montant net du chiffre d'affaires | 2 132 157 | 2 482 796 |
| Charges d'exploitation | | | |
| | Marchandises | 752 197 | 777 674 |
| | { Achats | | |
| | Variation de stocks | -196 017 | - 77 632 |
| | Coûts logistique | 362 197 | 421 303 |
| | Montant des charges directes | 918 377 | 1 121 346 |
| Résultat Brut | | 1 213 780 | 1 361 450 |
| | | (I-II) | |
| Autres produits | | | |
| | Reprise de provisions créance client | 0 | 34 726 |
| | Autres produits | 49 703 | 13 179 |
| | Montant des autres produits | 49 703 | 47 904 |
| Autres charges | | | |
| | Contribution à l'UNICEF International | 879 420 | 898 952 |
| | Provisions créance client | | |
| | Salaires | 466 503 | 421 537 |
| | Autres charges | 125 925 | 264 287 |
| | Montant des autres charges | 1 471 849 | 1 584 776 |
| Résultat Net | | -208 365 | -175 422 |
| | | (I-II+III-IV) | |

COMPTE EMPLOIS - RESSOURCES 2022

| EMPLOIS PAR DESTINATION | EXERCICE 2022 | EXERCICE 2021 | RESSOURCES PAR ORIGINE | EXERCICE 2022 | EXERCICE 2021 |
|--|--------------------|-------------------|--|--------------------|-------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 - MISSIONS SOCIALES | 99 228 765 | 79 039 192 | 1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | 1.1 Cotisations sans contrepartie | 118 230 | 112 350 |
| Actions réalisées par l'organisme | 6 078 938 | 5 101 572 | 1.2 Dons, legs et mécénats | 120 801 743 | 97 972 617 |
| Versements à d'autres organismes agissant en France | | | Dons manuels | 76 022 028 | 65 562 800 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | Legs, donations et assurances vie | 19 696 178 | 15 060 398 |
| Actions réalisées par l'organisme | | | Mécénats | 25 083 536 | 17 349 419 |
| Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 93 149 827 | 73 937 620 | 1.3 Autres ressources liées à la générosité du public | 211 491 | 100 893 |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | | | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 15 636 848 | 15 205 099 | | | |
| 2.2 Frais de recherche des ressources | | | | | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 3 999 623 | 3 921 978 | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 118 865 236 | 98 166 269 | TOTAL DES RESSOURCES | 121 131 464 | 98 185 860 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 1 421 091 | 526 861 | 2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 1 248 765 | 334 744 |
| 5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | | 3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | |
| TOTAL | 120 286 327 | 98 693 130 | TOTAL | 122 380 229 | 98 520 604 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 4 117 999 | 3 864 022 |
| | | | (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | 2 093 902 | -172 526 |
| | | | (-) Investissement et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | - 138 455 | 426 503 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 6 073 445 | 4 117 999 |

| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE 2022 | EXERCICE 2021 | RESSOURCES PAR ORIGINE | EXERCICE 2022 | EXERCICE 2021 |
|---|------------------|------------------|---|------------------|------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1. Contributions volontaires aux missions sociales | | | 1. Contributions volontaires liées à la générosité du public | | |
| Réalisées en France | 2 262 596 | 2 373 825 | Bénévolat | 1 675 727 | 1 869 461 |
| Réalisées à l'étranger | | | | | |
| 2. Contributions volontaires à la recherche de fonds | 2 125 670 | 1 404 615 | Prestations en nature | 2 712 538 | 1 906 279 |
| 3. Contributions volontaires au fonctionnement | 0 | 0 | Dons en nature | - | 2 700 |
| TOTAL | 4 388 265 | 3 778 440 | TOTAL | 4 388 265 | 3 778 440 |

| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | EXERCICE 2022 | EXERCICE 2021 |
|---|---------------|---------------|
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE | | |
| Utilisation | | |
| Report | | |
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE | | |

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION 2022

| A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE 2022 | | | | EXERCICE 2021 | | B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE 2022 | | EXERCICE 2021 | |
|---|--------------------|----------------|---------------------------|----------------|--------------------|---------------------------|--|------------------|---------------------------|------------------|---------------------------|
| | TOTAL | Ratio | Dont générosité du public | Ratio | TOTAL | Dont générosité du public | | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | | | | PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 121 131 464 | | 121 131 464 | | 98 185 860 | 98 185 860 | 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | 118 230 | | 118 230 | | 112 350 | 112 350 | Bénévolat | 1 675 727 | 1 675 727 | 1 869 461 | 1 869 461 |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | 120 801 743 | | 120 801 743 | | 97 972 617 | 97 972 617 | Prestation en nature | 2 712 538 | 2 712 538 | 1 906 279 | 1 906 279 |
| Dons manuels | 76 022 028 | | 76 022 028 | | 65 562 800 | 65 562 800 | Dons en nature | 0 | 0 | 2 700 | 2 700 |
| Legs, donations et assurances vie | 19 696 178 | | 19 696 178 | | 15 060 398 | 15 060 398 | | | | | |
| Mécénat | 25 083 536 | | 25 083 536 | | 17 349 419 | 17 349 419 | | | | | |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | 211 491 | | 211 491 | | 100 893 | 100 893 | | | | | |
| 2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 6 915 824 | | | | 6 839 469 | | 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 2.1 Cotisations avec contrepartie | | | | | | | | | | | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | | | | | | | | | | |
| 2.3 Contributions financière sans contrepartie | 4 639 563 | | | | 4 286 485 | | | | | | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 2 276 261 | | | | 2 552 984 | | | | | | |
| <i>Dont Produits du Secteur Fiscal (SF)</i> | <i>2 132 161</i> | | | | <i>2 495 975</i> | | | | | | |
| 3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS | 636 288 | | | | 292 089 | | 3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE | | | | |
| 4 - REPRISSES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 1 298 464 | | 1 248 765 | | 369 470 | 334 744 | Prestations en nature | | | | |
| Dont Reprises sur provisions et dépréciations - SF | 49 699 | | | | 34 726 | | Dons en nature | | | | |
| 5- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 129 982 040 | | 122 380 229 | | 105 686 887 | 98 520 604 | TOTAL | 4 388 265 | 4 388 265 | 3 778 440 | 3 778 440 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | | | | CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - MISSIONS SOCIALES | 100 572 836 | 78,58% | 99 228 765 | 82,49% | 79 964 881 | 79 039 192 | 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | | |
| 1.1 Réalisée en France | 6 214 083 | 4,86% | 6 078 938 | 5,05% | 5 128 308 | 5 101 572 | Réalisées en France | 2 262 596 | 2 262 596 | 2 373 825 | 2 373 825 |
| Actions réalisées par l'organisme en France | 6 214 083 | | 6 078 938 | | 5 128 308 | 5 101 572 | | | | | |
| <i>Dont participation au CR SF</i> | <i>32 285</i> | | | | <i>26 736</i> | | | | | | |
| Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | | | | | | | Réalisées à l'étranger | | | | |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | 94 358 753 | 73,73% | 93 149 827 | 77,44% | 74 836 573 | 73 937 620 | | | | | |
| Actions réalisées par l'organisme à l'étranger | | | | | | | | | | | |
| Versement à l'Unicef International | 94 358 753 | | 93 149 827 | | 74 836 573 | 73 937 620 | | | | | |
| <i>Dont Versement du SF à l'Unicef International</i> | <i>879 420</i> | | | | <i>898 952</i> | | | | | | |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 21 683 748 | 16,94% | 15 636 848 | 13,00% | 21 129 151 | 15 205 099 | 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHER DE FONDS | 2 125 670 | 2 125 670 | 1 404 615 | 1 404 615 |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 20 446 579 | | 15 636 848 | | 19 521 592 | 15 205 099 | | | | | |
| <i>Dont financé par Unicef International</i> | <i>4 639 563</i> | | | | <i>4 286 485</i> | | | | | | |
| <i>Dont participation au CR SF</i> | <i>57 445</i> | | | | <i>30 008</i> | | | | | | |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | 1 237 169 | | | | 1 607 559 | | | | | | |
| <i>Dont frais de recherche d'autres ressources du SF</i> | <i>1 237 169</i> | | | | <i>1 607 559</i> | | | | | | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 4 247 407 | 3,32% | 3 999 623 | 3,33% | 4 047 181 | 3 921 978 | 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX FONCTIONNEMENT | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Dont Frais de Fonctionnement du SF</i> | <i>124 839</i> | | | | <i>125 203</i> | | | | | | |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 1 479 683 | 1,16% | 1 421 091 | 1,18% | 542 490 | 526 861 | | | | | |
| <i>Dont Dotations aux provisions du SF</i> | <i>58 592</i> | | | | <i>15 629</i> | | | | | | |
| 5 - IMPOTS SUR LES BENEFICES | 475 | | | | 2 034 | | | | | | |
| 6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 127 984 150 | 100,00% | 120 286 327 | 100,00% | 105 685 737 | 98 693 130 | TOTAL | 4 388 265 | 4 388 265 | 3 778 440 | 3 778 440 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 1 997 890 | | 2 093 902 | | 1 150 | -172 526 | | 0 | 0 | 0 | 0 |

TABLEAU DE PASSAGE DU COMPTE DE RESULTAT 2022

| TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION | Missions sociales | | | | Frais de recherche de fonds | | Frais de fonctionnement | Dotations aux provisions | Impôts sur les bénéfiques | Report en fonds dédiés | TOTAL DU COMPTE DE RESULTAT |
|---|---------------------|--|------------------------|--|-----------------------------|----------------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| | Réalisées en France | | Réalisées à l'étranger | | Générosité du public | Autres ressources | | | | | |
| | Par l'organisme | Versements à d'autres organismes | Par l'organisme | Versements à d'autres organismes | | | | | | | |
| Achats de marchandises | 1 650 | 0 | 0 | 0 | 75 | 752 197 | 1 980 | 0 | 0 | 0 | 755 902 |
| Variaiton de stock | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -196 017 | 0 | 0 | 0 | 0 | -196 017 |
| Autres charges externes | 2 052 542 | 0 | 0 | 0 | 15 214 776 | 383 969 | 1 428 413 | 0 | 0 | 0 | 19 079 700 |
| Aides financières | 0 | 0 | 0 | 94 358 753 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 94 358 753 |
| Impôts et taxes | 331 750 | 0 | 0 | 0 | 325 828 | 3 322 | 290 812 | 0 | 475 | 0 | 952 187 |
| Salaires | 2 545 851 | 0 | 0 | 0 | 2 448 694 | 202 161 | 1 535 472 | 0 | 0 | 0 | 6 732 178 |
| Charges sociales | 1 119 202 | 0 | 0 | 0 | 1 134 472 | 91 536 | 745 274 | 0 | 0 | 0 | 3 090 484 |
| Dotations aux amortissements | 161 260 | 0 | 0 | 0 | 345 821 | 0 | 243 288 | 12 718 | 0 | 0 | 763 087 |
| Dotations aux provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 466 965 | 0 | 0 | 1 466 965 |
| Reports en fonds dédiés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges | 144 | 0 | 0 | 0 | 975 162 | 0 | 147 | 0 | 0 | 0 | 975 452 |
| Charges financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges exceptionnelles | 1 685 | 0 | 0 | 0 | 1 752 | 1 | 2 022 | 0 | 0 | 0 | 5 460 |
| Participations des salariées au résultat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Impôt sur les bénéfices | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 6 214 083 | 0 | 0 | 94 358 753 | 20 446 579 | 1 237 169 | 4 247 407 | 1 479 683 | 475 | 0 | 127 984 150 |
| <i>Comparaison globale au CROD</i> | <i>6 214 083</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>94 358 753</i> | <i>20 446 579</i> | <i>1 237 169</i> | <i>4 247 407</i> | <i>1 479 683</i> | <i>475</i> | <i>0</i> | <i>127 984 150</i> |

1. CONTEXTE DE LA REFORME COMPTABLE (A COMPTER DE L'EXERCICE 2020)

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 constitue le cadre de référence pour les entités du secteur non lucratif à compter de l'exercice 2020. Au-delà des aspects techniques, tels une cohérence accrue avec les règles du plan comptable général ou bien les nouveaux schémas et mécanismes comptables associés aux libéralités, il a vocation à assurer une présentation des comptes annuels de ces organismes adaptée à leurs opérations et activités ainsi que des informations qualitatives de nature à en faciliter la lecture. L'exercice clos le 31 décembre 2020 a vu la première application du règlement n° 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux spécificités du secteur non lucratif.

2. MODELES DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT SPECIFIQUES AUX ENTITES NON LUCRATIVES

La présence de modèles complets dans le règlement ANC n° 2018-06 constitue une nouveauté par rapport au règlement CRC n° 1999-01. Ce dernier, dans son chapitre V, faisait référence aux dispositions du Plan Comptable Général et donnait, par exception, des indications de présentation de certaines rubriques spécifiques du bilan (fonds propres et fonds dédiés au passif) et certaines rubriques de produits au compte de résultat. Désormais, les organismes disposent d'un cadre pertinent et complet, de nature à favoriser une homogénéité de présentation d'une entité à l'autre.

À titre d'illustration, le règlement ANC n° 2018-06 reconnaît la spécificité des ressources d'exploitation des organismes non lucratifs et en standardise la présentation. La rubrique « autres produits d'exploitation » du modèle standard PCG regroupait, pour de nombreux organismes, des ressources de dons, libéralités, mécénat, contributions financières privées, voire quote-part de dotation consommable. Cette rubrique subsiste, mais elle se trouve significativement allégée à partir de l'exercice 2020 par l'utilisation des rubriques « versements des fondateurs et consommation de la dotation consommable », « dons manuels », « mécénat », « legs, donations et assurances-vie », « contributions financières ».

3. TERMINOLOGIE

Le règlement ANC n° 2018-06 représente également un effort de clarification dans les dénominations employées, pour le plan de comptes certes, mais surtout pour les rubriques du bilan et du compte de résultat. Ainsi, par exemple, s'appuyant sur la définition de la subvention issue de l'article 59 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, le règlement différencie la subvention, nécessairement publique du fait de cette définition, des contributions financières des organismes privés. La terminologie de « contributions financières » est ainsi réservée à des ressources/produits reçus d'organismes privés et ne relevant pas du mécénat ou de produits de partenariats, ces derniers correspondant à la contrepartie d'une prestation de service. Par exemple, le versement d'une somme d'argent par une fondation à une association à titre de financement d'un projet constituera une aide financière (versée) pour la première et une contribution financière (reçue) pour la seconde. Les organismes faisant appel à la générosité du public au sens de l'article 3 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 sont tenus de produire dans l'annexe des comptes annuels des tableaux et informations spécifiques. Le dispositif, précédemment défini par le règlement CRC n° 2008-12, est revu même si les obligations légales et réglementaires restent les mêmes (article 4 de la loi du 7 août 1991 et arrêté du 30 juillet 1993). Les principes essentiels sont maintenus, notamment quant à la présentation dans l'annexe de la définition des missions sociales, arrêtée par l'organe d'administration, ainsi que de principes d'affectation des dépenses par rubriques du Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et du Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) et de répartition des charges communes.

Le règlement ANC n° 2018-06 structure dans deux tableaux principaux les données chiffrées, regroupées avant 2020 dans un tableau unique :

- le CROD qui présente l'emploi de l'ensemble des ressources selon les trois rubriques principales définies par l'arrêté de 1993 : missions sociales, frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement
- le CER : les données chiffrées de celui-ci sont issues du tableau précédent, à l'exception de celles relatives au suivi des ressources reportées liées à la générosité non dédiées et non utilisées.

Cette structuration permet notamment de présenter les données relatives à l'emploi de la générosité du public dans un tableau simplifié, plus accessible au lecteur non familier de l'information comptable et financière. Elle permet également d'introduire, dans le CROD présenté en liste comme dans le CER présenté sous forme de tableau, une colonne N-1 fournissant au lecteur une base de comparaison avec l'exercice précédent (obligation résultant des principes généraux en matière d'états financiers).

Ce règlement comptable oblige également la comptabilisation en comptes de classe 8 des contributions volontaires en nature, réparties également selon les 3 catégories : missions sociales, frais de recherche de fonds et fonctionnement. Ces contributions volontaires en nature sont représentées par la valorisation de l'engagement des bénévoles de l'UNICEF, la valorisation des locaux gracieux des comités/délégations, la valorisation des espaces gracieux de communication/publicité, la valorisation des services civiques et des mécénats de compétences.

4. LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS (à compter de l'exercice 2020)

Le règlement ANC n° 2018-06 a induit de nombreux changements à compter de l'exercice 2020. En ce qui concerne UNICEF France, il a eu plusieurs conséquences importantes et structurantes.

La première porte sur la comptabilisation des libéralités, notamment les legs. Auparavant, tant que les dossiers liés aux legs et assurances-vie n'étaient pas réalisés par lot, ils étaient hors-bilan, notifiés dans l'annexe des comptes. Depuis 2020, ils figurent en comptabilité dès leur acceptation par l'organe de décision, à savoir le Conseil d'Administration pour UNICEF France. Il est à noter que le mécénat est dorénavant clairement identifié sur une ligne dédiée et intégré dans la générosité publique.

La deuxième conséquence concerne la production de certains documents comptables permettant de mieux appréhender le fonctionnement de l'organisation. Il s'agit notamment du compte de résultat par origine et destination (CROD), du nouveau format du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), d'un tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et celles du CROD. La mise en place de ces documents a été réalisée en veillant à automatiser et interfacier au maximum les extractions de balances et de grands livres comptables et analytiques, afin « d'alimenter » et d'assurer la fiabilité des données comptables.

Enfin, le troisième point structurant n'est autre que l'impact de ces tableaux sur la communication financière, à savoir questionner les éventuelles règles de répartitions devenues caduques depuis le règlement de 2008. L'enjeu porte également sur la communication financière à vocation pédagogique en interne comme la présentation des comptes en Conseil d'Administration et en Assemblée Générale, et en externe, à savoir le rapport financier, et « l'Essentiel », document préconisé par le Don en Confiance, adressé à l'ensemble des donateurs et publié dans les rapports d'activités et sur le site institutionnel d'UNICEF France.

5. LES REGLES DE REPARTITION

Les règles de répartition permettent la version analytique du compte de résultat par nature, à savoir l'établissement du CER (Compte Emploi des Ressources) et du CROD (Compte de Résultat par Origine et Destination).

Il existe ainsi 3 rubriques : missions sociales, frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement.

Il y a à la fois des charges directes, charges d'un service affectées sans ambiguïté à une rubrique. La plupart des charges pour le CER sont des charges directes. Les charges indirectes d'un service doivent être réparties sur les différentes rubriques à l'aide de clés de répartition.

Le nouveau CER a permis de questionner les clés de répartition définies lors de la précédente réforme de 2009 en tenant compte de certaines évolutions du modèle économique de l'UNICEF. A titre d'exemple, la création du secteur fiscal en 2014 avec l'internalisation de l'activité de ventes et licences implique une comptabilisation de la vente des cartes et produits hors CER.

Cela a également été une opportunité de simplifier les anciennes clés de répartitions, de mieux affecter les coûts des logiciels en fonction de leur utilisation, de mieux répartir les frais généraux et une affectation plus précise des frais de communication.

Le Comité Français pour l'UNICEF (CFU ou UNICEF France) a été créé en 1964. Il s'agit d'une association à but non lucratif régie par la loi de 1901 et reconnue d'utilité publique depuis 1970. La relation avec UNICEF International, l'agence des Nations Unies pour les Enfants, créée en 1946, est encadrée par un accord d'accréditation spécifiant les droits et les devoirs du Comité Français pour l'UNICEF afin d'utiliser le logo et la marque UNICEF. UNICEF France agit partout en France grâce à la mobilisation de plus de 5 600 bénévoles, 120 jeunes en service civique, 20 salariés en mécénat de compétences et plus de 120 salariés.

UNICEF France est engagé pour les droits des enfants et des adolescents, en particulier des plus vulnérables, sur tout le territoire français. UNICEF France sensibilise le public à leur cause et veille à l'application et au respect de leurs droits. En outre, UNICEF France engage les pouvoirs publics à agir pour plus d'équité au travers de leurs politiques locales et nationales. Par ailleurs, UNICEF France contribue au financement des programmes de terrain d'UNICEF dans 190 pays et territoires, par la collecte de fonds, grâce la générosité du public et par les partenariats avec le secteur privé. UNICEF vient en aide à plusieurs centaines de millions d'enfants dans les domaines d'intervention de la santé, du VIH/sida, de l'eau-assainissement-hygiène, de la nutrition, de l'éducation, de la protection de l'enfant, de l'inclusion sociale, de l'action humanitaire ou de l'égalité des sexes.

5.1 LES MISSIONS SOCIALES

L'article 432-10 du règlement ANC 2018-06 indique :

«... Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse.

Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales. Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales. Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et doivent tenir compte de l'utilisation effective des moyens concernés».

Pour UNICEF France, les charges affectées dans la rubrique « Missions Sociales » sont :

- Missions Sociales à l'étranger :

o 100% de la contribution à UNICEF International

- Missions Sociales en France :

o 100% des charges de la Direction du Plaidoyer et des Affaires Publiques (hors communication institutionnelle, Essentiel et Rapport d'activités)

o 75% des charges de Direction Engagement et Territoires (hors secteur fiscal et vie statutaire)

o 40% des charges de la Direction Générale et des Relations Extérieures

o Prorata des charges des Services Généraux en fonction du nombre de salariés permanents affectés aux missions sociales au 31/12/N

o Charges de dotation d'amortissements de la plateforme plaidoyer

o 50% des charges « AGIR » revue UNICEF à vocation de plaidoyer et de collecte

5.2 LES FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

L'article 432-11 de l'ANC 2018-06 indique « La rubrique « Frais d'appel à la générosité du public » comprend les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action ».

Certaines dépenses attendues dans cette rubrique:

☑ Frais d'appel à dons (dons, donations, legs, assurances vie) auprès des entreprises et des particuliers;

☑ Frais de traitement des dons, legs, donations, assurances vie, mécénats;

☑ Frais d'appel et de gestion des adhérents; Frais d'appel à bénévolat;

☑ Frais de gestion des actifs issus de la générosité du public.

Plus précisément pour UNICEF France, les charges affectées dans la rubrique « frais de recherches de fonds » sont :

o 100% des charges de la Direction Marketing et Développement (intégrant la gestion des legs, les charges liées au support logiciels Dons et Legs, les frais bancaires indexés sur les Prélèvements Automatiques)

o 50% des charges « AGIR » revue UNICEF à vocation de plaidoyer et de collecte

o 100% des charges du site internet

o 100% des charges « Événement » et 100 % des frais « analyse stratégique »

o 25% des charges de Direction Engagement et Territoires (hors secteur fiscal et vie statutaire)

o 20% des charges de la Direction Générale et des Relations Extérieures

o Prorata des charges des Services Généraux en fonction du nombre de salariés permanents affectés à la recherche de fonds au 31/12/N

5.3 LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT

L'Article 432-13 de l'ANC 2018-06 indique la rubrique «Frais de fonctionnement» comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité.

Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques «Missions sociales» ou «Frais de recherche de fonds».

☑ Cette rubrique comprend les charges affectées aux activités suivantes: gouvernance, communication institutionnelle, ressources humaines, finance, juridique, informatique, moyens généraux.

Pour UNICEF France, les charges affectées dans la rubrique « Frais de Fonctionnement » sont :

- o 100% des charges de la Direction des Ressources Humaines
- o 100 % des charges de la Direction Administrative et Financières (Finances, Juridique, Systèmes d'Information), exceptées les charges de dotations d'amortissement de la plateforme plaidoyer et des charges de support des logiciels Dons et Legs et des frais bancaires indexés sur les Prélèvements Automatiques.
- o 100 % des charges de la Vie Statutaire de la Direction Engagement et Territoires
- o 40% des charges de la Direction Générale et des Relations Extérieures
- o Prorata des charges des Services Généraux en fonction du nombre de salariés permanents affectés aux frais de fonctionnement au 31/12/N
- o 100% des charges liées à la communication institutionnelle (Essentiel, Rapport d'activités)

5.4 PRIORISATION D'AFFECTATION DES RESSOURCES DE LA GENEROSITE PUBLIQUE

En cas d'insuffisance des ressources de la générosité, la priorisation d'affectation des ressources est définie comme suit :

- Affectation en priorités des ressources du CROD (et non CER)
- Affectation des ressources de la générosité publique pour financement des charges de collecte Générosité Publique
- Affectation des ressources de la générosité publique sur les missions sociales :
 - o Versement à UNICEF International
 - o Charges des actions en France
 - o Charges de Plaidoyer
- Affectation des ressources sur les charges de fonctionnement

6. RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions d'immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.

La rubrique « Investissements et désinvestissements nets liés à la générosité du public » est déduite des ressources reportées liées à la générosité du public et comprend :

- le montant des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisations brutes acquises au cours de l'exercice au moyen de ressources issues de la générosité du public ;
- diminué du montant des dotations aux amortissements des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisation acquises au moyen de ressources de la générosité du public et comptabilisées au cours de l'exercice ;
- augmentée de la valeur comptable des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisations cédées au cours de l'exercice, qui avaient été antérieurement acquises au moyen de ressources issues de la générosité du public.

7. EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE

La valorisation du temps des bénévoles, est calculée comme suit :

- Temps passé par les bénévoles dans les activités de collecte valorisé au SMIC chargé
- Temps passé par les bénévoles dans les activités de plaidoyer valorisé au salaire moyen du collègue cadres

8. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Cette rubrique comprend les subventions versées par l'Etat. Dans le cadre du modèle économique d'UNICEF France, les subventions sont essentiellement des subventions des collectivités territoriales pour le financement des activités du réseau bénévoles. Le montant des subventions est de 292 089 euros en 2021 pour des produits d'exploitation de 105,6 m€. Ce montant est donc peu significatif dans le modèle économique d'UNICEF France. Les subventions publiques destinées au financement des programmes internationaux d'UNICEF sont contractualisées directement avec UNICEF International.